

L'ÉDITO

François Mathieu

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

LE TAX SHIFT, UN PARI OSÉ SUR L'AVENIR

C'était en juillet. Le gouvernement annonce en grande pompe un « tax shift II » qui va relever de 100 euros le salaire poche de tous les travailleurs. Un coup de génie parce qu'à l'époque, cette annonce éclipsait complètement... un léger problème budgétaire. Pour rappel, début juillet, il faut déjà trouver un milliard d'euros pour 2015. On n'entendra plus vraiment parler de ce énième dérapage, des « corrections techniques » et des réductions de dépenses (il y a toujours du gras, dirait-on) l'ayant résolu. La mesure phare des 100 euros par mois cristallise en outre toute l'attention. Bien joué. Rebelote ce week-end. Le scepticisme budgétaire entoure l'annonce savamment orchestrée - le jour de l'anniversaire du

gouvernement Michel qui plus est, respect - de mesures favorables au pouvoir d'achat et aux entreprises. Soyons de bons compte : même si le saut d'index, le relèvement des accises et de la TVA sur l'électricité auront parfois un impact largement supérieur sur le net en poche des ménages, le gouvernement n'a pas badiné avec ces 100 euros - la portée symbolique était trop élevée pour être négligée. Ils tomberont donc, comme promis, dans l'escarcelle des familles aux revenus les plus modestes. Et la mécanique fiscale derrière cette

Personne n'a pu détailler les mesures de résorption du déficit d'un milliard

mesure est plutôt intelligente parce qu'au passage, elle simplifie un peu des barèmes d'imposition sur lesquels la poussière avait atteint des centimètres d'épaisseur. Le gouvernement fait aussi un réel effort pour la compétitivité des entreprises, c'est incontestable. La baisse des charges patronales a de quoi redorer les blasons « jaune noir », « jaune rouge » et « jaune bleu » des Régions sur la scène

internationale.

Fort bien, mais le scepticisme budgétaire subsiste, disions-nous. Pour réaliser une bonne recette, il faut que tous les ingrédients soient de qualité. Or, les prévisions en matière de TVA et de versements anticipés laissent un fumeux goût de « trop peu ». On pourrait paraphraser le fournisseur des prévisions budgétaires - le comité de monitoring - en répétant que les hypothèses sont « plutôt optimistes » en matière de recettes fiscales. Bel euphémisme. Surtout dans un contexte économique guère folichon. La prévision d'une accélération des versements anticipés en fin d'année a de quoi interpeller. Idem pour les recettes TVA. Le pari est osé,

d'autant que les mesures de soutien aux entreprises ne porteront pas tout de suite leurs fruits. A ce jour, personne au gouvernement n'a en outre pu nous détailler les mesures qui expliquent comment le déficit de près d'un milliard acté en octobre a été gommé d'un coup de cuiller à pot. On attendra donc avant de partager l'enthousiasme gouvernemental ambiant...